

Nombre de Membres en exercice : 15
Nombre de Membres présents : 12
Nombre de Membres votants : 14

Date de la convocation : 02 février 2023
Convocation affichée le : 02 février 2023
Procès-verbal affiché le : 15 février 2023

L'an deux mil vingt-trois, le 09 février à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-THUAL s'est réuni dans la salle polyvalente sous la Présidence de Loïc COMMEUREUC, Maire.

Etaient présents les conseillers municipaux suivants :

Loïc COMMEUREUC — Claude PAPADOPOULOS — Dominique ABALAIN — Frédéric CHEVILLON — Bruno DE VILLELE — Jean-Pierre BATTAIS — Céline ROUVRAIS — Marie-Hélène BRANDILLY — Christian DARTOIS — Véronique PICHERIT — Virginie ROBIOU — Séverine LEBRUN

Absents excusés : Marie-Christine NOSLAND — Nadine CORBEL — Franck SAMSON

Pouvoir : Marie-Christine NOSLAND pour Bruno DE VILLELE — Nadine CORBEL pour Claude PAPADOPOULOS

Marie-Hélène BRANDILLY a été désigné secrétaire de séance.

Délibération 2023/12	Création d'un emploi permanent à temps non complet (17.50/35^{ème}) Sur le grade d'adjoint technique territorial à compter du 1^{er} avril 2023
---------------------------------------	--

Aux termes du Code général de la fonction publique et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services. De même, la modification du tableau des effectifs, afin de permettre les avancements de grade, relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

Enfin,

- Les suppressions d'emplois
- Les modifications excédant 10 % du nombre d'heures de service hebdomadaire et/ou ayant pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la CNRACL

sont soumises à l'avis préalable du Comité Technique.

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L332 et L422-28

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,

VU le budget de la collectivité,

VU le tableau des effectifs existant,

CONSIDÉRANT, qu'il convient de créer un emploi permanent pour satisfaire au besoin d'activité des services techniques notamment au niveau de l'entretien des espaces verts et de la maintenance, que celui-ci peut être assuré par un agent du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial

En conséquence, le Maire propose la création d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps non complet (17.50/35^{ème}) pour exercer les fonctions d'agent polyvalent des services techniques à compter du 1^{er} avril 2023.

Le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- Article 1 : création et définition de la nature du poste.
Il est créé un poste d'agent polyvalent des services techniques, à compter du 1^{er} avril 2023, dans le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut, pour exercer les fonctions de :
 - Maintenance des bâtiments
 - Entretien de la voirie et des espaces verts
- Article 2 : temps de travail.
L'emploi créé est à temps non complet pour une durée de 17.50/35^{ème}.
- Article 3 : crédits.
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.
- Article 4 : tableau des effectifs.
Le tableau des effectifs de la collectivité sera modifié en conséquence.

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

Par 14 VOIX POUR, 0 VOIX CONTRE, 0 ABSTENTION (S)

Le Conseil municipal décide :

- D'adopter la proposition du Maire
- De modifier le tableau des emplois
- D'inscrire au budget les crédits correspondants
- Que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} avril 2023
- Monsieur Le Maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

SIGNATURES

Le Maire,

Loïc COMMEUREUC



Secrétaire de séance,

Mme Brandilly

Marie-Hélène BRANDILLY